



# Vladimir Poutine : victime ou manipulateur ?

*par*

*Tom Palmer*

Le professeur John Mearsheimer se fourvoie : les véritables motivations du dictateur russe pour envahir l'Ukraine démocratique lui échappent !!

Lorsqu'on lui a demandé, en janvier 2026, ce qui l'empêchait de conclure un accord de paix en Ukraine, le président Trump a répondu d'un mot : « Zelensky ». Le Kremlin a immédiatement approuvé cette réponse. Cela est révélateur non seulement de l'embarras diplomatique causé par la question ukrainienne mais aussi d'un récit passé de la théorie académique à la politique concrète, attribuant la responsabilité du conflit au camp ukrainien<sup>2</sup>.

Les idées ont des conséquences. Cette affirmation, pourtant évidente, le réalisme de Mearsheimer la rejette au profit d'une explication manifestement erronée de l'attaque russe contre l'Ukraine. De nombreux réalistes — Mearsheimer le premier — affirment que la Russie est harcelée par les démocraties libérales et que, dès lors, l'invasion de l'Ukraine par la Russie est défensive plutôt qu'agressive (donc impérialiste). Accusant l'Ukraine, ce récit reflète naïvement la propagande du Kremlin : il est en totale contradiction avec la réalité.

Cette minimisation du rôle des idées sur la scène internationale dénature l'attaque russe contre l'Ukraine, ainsi que de ses implications. L'erreur est la suivante : en traitant les États comme des acteurs monolithiques — des « boules de billard » — qui poursuivent un intérêt géopolitique univoque, Mearsheimer occulte que Poutine ne défend pas l'intérêt de la Russie mais le sien propre, car une Ukraine démocratique menace son maintien au pouvoir !

Dans son article publié après l'annexion de la Crimée en 2014<sup>3</sup>, Mearsheimer écrivait :



« la position de Moscou [...] et la logique qui la sous-tend [relèvent] d'une géopolitique élémentaire : les grandes puissances sont toujours sensibles aux menaces potentielles proches de leur territoire » et les démocraties libérales ont « jeté de l'huile sur le feu ». Après avoir qualifié à tort le soulèvement démocratique contre le président pro-Kremlin Viktor Ianoukovytch de « renversement illégal » et de « coup d'État », Mearsheimer affirmait que Poutine (« un stratège de premier ordre ! ») avait envahi l'Ukraine « en réaction à la chute de Ianoukovytch ».

Or Ianoukovytch n'a pas été « renversé », il a abandonné son pays et fui en Russie. Et, avant que sa destitution soit officialisée, des soldats, des camions et du matériel étaient déjà stationnés en Crimée. N'ayant pas l'insigne de l'armée russe, le Kremlin a d'abord nié que les troupes en question fussent siennes, Poutine affirmant même qu'il s'agissait de forces « d'autodéfense » ayant acheté leurs uniformes « dans un magasin ». Il fallut attendre l'année suivante pour que Poutine reconnaisse avoir ordonné le déploiement de forces spéciales. Plus tard encore, il admit que « l'armée russe avait toujours été là ».

Quant au caractère prétendument spontané de l'intervention, les faits sont sans équivoque : Mearsheimer s'est trompé. Il s'est alors rabattu sur l'idée que l'OTAN et l'Union européenne « s'étendant », le Kremlin n'avait d'autre recours que de contrecarrer cette expansion vers l'Ukraine.

Il s'agit d'un curieux renversement de l'histoire. Car la Russie, passée comme présente, s'est, elle, toujours étendue de manière très concrète : par la conquête militaire, la répression, les déportations et la terreur d'État. L'« expansion » de l'OTAN, en revanche, procède d'une décision d'États démocratiques, à l'issue de débats publics débouchant sur une demande d'adhésion à une alliance défensive.

Ce constat n'empêche pas Mearsheimer de considérer que l'OTAN et l'Union européenne « marchent vers l'est », ni d'affirmer que Poutine a réagi parce que la Russie se sentait menacée. Plutôt que de prouver cette menace, il affirme : « ce sont les Russes qui décident de ce qui constitue une menace pour eux ». Autrement dit, si Poutine dit qu'il y a une menace, cela suffit à justifier sa conquête.

Personne ne croit raisonnablement que l'OTAN ait jamais eu l'intention d'envahir la Russie. Dès lors, de quelle menace parle-t-on ? Là encore, Mearsheimer fait fausse route. Il affirmait en 2014 que Moscou avait « intérêt à une Ukraine prospère et stable ». Or, le Kremlin a-t-il jamais cherché à avoir des voisins prospères et stables ?

La vérité est qu'une Ukraine pacifique et prospère est une menace... pour Poutine. Elle représente un danger pour son pouvoir personnel en offrant l'exemple « dangereux » d'un pays démocratique, libre et fonctionnel.



## 1. Pourquoi envahir l'Ukraine et effacer le peuple ukrainien ?

La véritable justification de l'invasion russe de l'Ukraine n'est donc ni que l'OTAN menace la Russie, ni que l'Ukraine soit dominée par des « nazis », ni que la « russophobie » du Donbass « ressemble à un génocide », toutes affirmations avancées à des fins de propagande. En réalité, Poutine a clairement dit, en 2021, qu'il considérait l'expansion territoriale comme nécessaire à la défense du « monde russe », tout en affirmant que Russes et Ukrainiens formaient « un seul peuple ». Peu importe ce qu'en pensent les Ukrainiens eux-mêmes : ils n'ont pas leur mot à dire.

L'idée du « monde russe » est au cœur de la politique étrangère de Poutine depuis au moins 2005, lorsqu'il qualifia l'effondrement de l'URSS de « plus grande catastrophe géopolitique du XX<sup>e</sup> siècle » et déplora que « des dizaines de millions de nos concitoyens et compatriotes se sont retrouvés hors du territoire russe ».

S'adressant à ses ambassadeurs en juillet 2014, Poutine élargit encore ce monde russe : « Quand je parle des Russes et des citoyens russophones, je fais référence à ceux qui se considèrent comme faisant partie de la grande communauté russe, qu'ils soient ou non ethniquement russes. »

Dans cette logique, envahir un pays procédant de cette définition revient à défendre le « monde russe ». En 2022, Poutine s'est même comparé à Pierre le Grand, affirmant que ses guerres de conquête consistaient non pas à prendre mais à « récupérer » des territoires. L'an dernier à Saint-Petersbourg, il déclarait : « Je l'ai déjà dit, Russes et Ukrainiens sont un seul peuple. En ce sens, toute l'Ukraine est à nous. Il existe une vieille règle : là où un soldat russe met le pied, c'est à nous. »

Poutine affirme aussi que Russes et Ukrainiens partagent une même origine religieuse, linguistique et culturelle, tout en concédant avec condescendance que « la culture ukrainienne, la langue ukrainienne, les danses et la musique sont magnifiques ». Les Ukrainiens ne seraient ainsi que des sujets russes dotés d'un folklore coloré. L'affirmation idéologique précéda l'action militaire : dire que Russes et Ukrainiens ne font qu'un revenait à effacer l'Ukraine en tant que nation.

C'est précisément ce que la théorie de Mearsheimer dénie : pour Poutine, une Ukraine indépendante, démocratique et prospère constitue une menace pour son pouvoir personnel. Comme l'écrivait Wladimir Klitschko en 2022 : « Pour le régime impérialiste russe, notre simple existence est une provocation, parce que nous sommes une démocratie. »

## 2. Ce que le « réalisme » ne parvient pas à comprendre

Comment un intellectuel brillant a-t-il pu se tromper à ce point ? La réponse tient à deux erreurs analytiques.



La première est méthodologique. La théorie « réaliste » de Mearsheimer décrit les relations internationales comme une lutte permanente pour la sécurité. Elle suppose que les États agissent toujours selon leurs intérêts. Mais elle laisse peu de place aux idées et aux valeurs, sauf pour les écarter lorsqu'il s'agit des démocraties libérales. Mearsheimer rejette notamment le « libéralisme institutionnel », qui met en avant l'interdépendance pacifique entre nations via le commerce. Pourtant, les données montrent que le développement du commerce international réduit les conflits entre économies interconnectées — mais à condition qu'il s'agisse d'économies libérales et non d'économies dominées par l'État comme celle de la Russie de Poutine.

D'autre part, en traitant les États comme des « boules de billard » mues par le seul objectif de sécurité, Mearsheimer ignore le rôle que joue l'idéologie dans leur stratégie. Or les États peuvent poursuivre des objectifs tels que la pureté raciale ou la destinée impériale — parfois au détriment même de leur sécurité et de leur prospérité.

La seconde erreur est plus grave que la première : en considérant les États comme des acteurs unitaires, le réalisme ignore les dynamiques internes du pouvoir. Car les États ne sont pas des entités homogènes mais des ensembles complexes d'intérêts parfois divergents. Ainsi, Mearsheimer ne voit pas que l'intérêt de Poutine et celui de la Russie sont différents. Contrairement à ce qu'il affirme, Poutine ne cherche pas à avoir des voisins prospères et stables. Au contraire, son idéologie du « monde russe » l'a (déjà) conduit à violer ouvertement des accords internationaux, à l'instar du mémorandum de Budapest de 1994 par lequel la Russie garantissait l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Une Ukraine prospère et démocratique n'est (évidemment) pas une menace militaire pour la Russie. Mais elle est une menace politique pour Poutine car elle montre aux Russes qu'un autre modèle politique est possible.

## Conclusion : ce qui est vraiment en jeu

Ce n'est donc pas seulement d'un affrontement géopolitique qu'il s'agit, mais d'un conflit de valeurs et de principes fondamentaux que le réalisme est incapable de saisir.

Une dictature nationaliste attaque une démocratie pluraliste non pour des raisons de sécurité territoriale, mais parce que l'existence même de cette démocratie menace le pouvoir personnel de l'autocrate voisin.

L'enjeu de cette erreur d'analyse n'est pas qu'académique. Si Mearsheimer ne sait pas expliquer cette guerre, il ne saura pas non plus en prévoir les conséquences. Face à l'agression russe, les démocraties doivent être prudentes. Et cette prudence exige de bien comprendre la réalité ; or, c'est précisément ce qu'interdit l'analyse de Mearsheimer !